



*Conférence de presse OMC de l'USP du 26 novembre*

## **Le monde n'est pas confronté aux mêmes problèmes qu'il y a neuf ans**

*Allocution de Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans  
(seul le texte prononcé fait foi)*

Voilà neuf ans que les pays membres de l'OMC ont lancé le Programme de Doha. Ce « cycle de développement » devait placer les pays en développement au centre de ses préoccupations. Les négociations ont été interrompues en septembre 2003 après la Conférence ministérielle de Cancún, au Mexique. Elles ont été relancées en juillet 2005 puis, en décembre 2005 à Hong-Kong, où le cycle de Doha a enfin connu son premier et jusqu'ici unique succès : un accord prévoyant la suppression des subventions aux exportations de produits agricoles d'ici 2013 a pu être conclu. Toutefois, il entrera en vigueur lorsque l'on sera parvenu à un accord final sur le cycle de Doha seulement. Depuis lors, les ministres se sont rencontrés à intervalles plus ou moins réguliers, sans toutefois faire réellement avancer les choses. A notre avis, cela est notamment dû aux importants changements qui sont intervenus ces dernières années : le monde n'est plus confronté aux mêmes problèmes qu'il y a neuf ans. Entre-temps, il a connu une crise alimentaire mondiale précipitée par de mauvaises récoltes et par des réserves insuffisantes, puis a été secoué par l'actuelle crise des marchés financiers. Même les Etats qui, auparavant, accéléraient le mouvement de libéralisation, ont jeté leurs principes par-dessus bord et fermé les frontières aux exportations afin de soutenir leur propre population ou ont fait surgir du néant de nouvelles subventions à l'agriculture et à l'économie locales.

Dans de nombreux pays pauvres, les principaux problèmes sont la famine et la malnutrition, c'est-à-dire le sous-alimentation d'une grande partie de la population en denrées alimentaires saines. Dans ces conditions, on a constaté que la libéralisation du commerce agricole n'est d'aucune utilité pour les pays pauvres, mais qu'au contraire elle leur nuit. Au lieu qu'on y produise des denrées alimentaires destinées à la population locale, ce sont les grandes multinationales de l'agroalimentaire – ou même des gouvernements étrangers – qui y cultivent des produits d'exportation bénéficiant d'une forte demande dans les riches pays industrialisés. Résultat de l'abolition de la protection douanière : les prix des produits agricoles sont si bas que de nombreux petits agriculteurs doivent renoncer à produire, ce qui ne fait qu'aggraver la situation locale en matière d'alimentation. Sans compter les problèmes environnementaux causés par les monocultures industrielles. C'est pourquoi la FAO elle aussi exige qu'à l'échelle mondiale, les investissements consentis pour l'agriculture soient destinés à des exploitations familiales produisant des denrées alimentaires locales. De cette manière seulement, l'exode rural et la pauvreté pourront être atténués. Ces défis mondiaux appellent des solutions qui sont en partie totalement opposées aux négociations menées par l'OMC à Genève.

Le Rapport sur l'agriculture mondiale de l'an passé a montré le chemin pour sortir de cette crise : une agriculture écologique et orientée sur les exploitations familiales. C'est la seule solution pour surmonter la crise alimentaire et les famines actuelles. Le modèle de la production industrielle de masse a déjà détruit un tiers des sols fertiles et forcé de nombreux fournisseurs des marchés locaux à renoncer. En lisant le Rapport sur l'agriculture mondiale, on ne peut s'empêcher de penser que le modèle suisse est exemplaire. La souveraineté alimentaire est une exigence légitime en Suisse aussi, bien qu'il ne s'agisse pas chez nous prioritairement d'assurer un approvisionnement suffisant de la population en denrées alimentaires. Il est vrai que même si les prix du marché international sont élevés, nous avons les moyens d'importer l'intégralité de notre nourriture. Cependant, nous avons mis en place une agriculture qui répond aux besoins de nos consommateurs. Elle respecte l'environnement et les animaux tout en étant multifonctionnelle.

Les décisions de l'OMC prises lors du cycle d'Uruguay ont fortement contribué à accentuer la pression exercée sur les agriculteurs suisses, alors que parallèlement, les exigences en matière

d'écologie, de bien-être animal et de sécurité alimentaire ont augmenté. Par conséquent, le revenu agricole a chuté d'environ un tiers et le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale est en moyenne inférieur de 40 % au salaire non agricole comparable.

Contrairement aux multinationales, les agriculteurs ne peuvent pas déplacer leur production au gré des ressources naturelles, là où l'avantage comparatif en termes de coûts semble le plus grand.

Avec le cycle de Doha et le mouvement de libéralisation qui se dessine aujourd'hui, le monde va s'éloigner des objectifs du millénaire de la FAO ; il sera en outre impossible de lutter efficacement contre le changement climatique (objectifs de la conférence sur le climat du Danemark). C'est pourquoi il est urgent d'examiner la collaboration entre les organisations internationales (OMC, FAO, OMS, etc.), de coordonner entre eux les divers objectifs et accords internationaux et d'en vérifier la cohérence avant que l'OMC ne continue à propager unilatéralement son mouvement de libéralisation. Par la même occasion, il serait aussi à propos de tirer le bilan du cycle d'Uruguay. A-t-on atteint les objectifs fixés ? Tel n'est probablement pas le cas, ce qui crée une toute autre situation pour l'évolution des négociations et de nouveaux efforts de libéralisation.

*Texte : [www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*